



## Vent de panique à la Direction Générale de TSF



Le projet de réorganisation approche de sa phase finale et pourtant les doutes et les inquiétudes ne sont toujours pas levés.

- Sur le plan économique, d'une part les dirigeants de DACP sont loin de nous avoir convaincus de leur capacité à redresser le SI. D'autre part, le projet pour le futur TSF ne nous apparaît pas construit pour un retour à la rentabilité.
- Sur le plan social, l'hypocrisie totale des dirigeants de DACP est loin d'être rassurante. Un peu de sincérité reconnaissant qu'il y aurait « de la casse » aurait été moins suspect. Pour le futur TSF, le plan actuel laisse présager une mort des derniers emplois productifs sous 2 ans.

Tous ces éléments génèrent une inquiétude importante chez les salariés et ont conduit le CHSCT à entreprendre une action en justice pour demander la suspension des projets de cession et de réorganisation de TSF.

Cette décision a provoqué une série de réactions de notre direction :

- 1) Elle ne « comprend pas » cette décision. Elle avait pourtant l'intention de répondre à toutes les questions... D'ailleurs, vous l'aviez déjà lu dans ses communications précédentes : tout allait bien, le processus d'information consultation poursuivait son cours.
- 2) Elle assigne en retour la secrétaire du CHSCT pour exiger une information consultation « sous quinze jours ». Elle indique que « l'offre de reprise sera caduque à compter du 10 juin prochain, ce qui implique la perte du seul acquéreur sérieux ». La direction considérant apparemment que si DACP se retire, l'alternative serait un PSE général sur SI.  
Par ces arguments, la direction ne fait que confirmer les craintes du CHSCT : une volonté de passage en force. Elle entre d'ailleurs en contradiction avec le discours de M. Dermont à Saint-Denis devant les salariés. Interrogé sur son positionnement en cas de suspension du processus (suite à la décision du CHSCT), ce dernier a répondu : « je suis capable d'être extrêmement patient ». Dans ce contexte, pourquoi la direction fait-elle des pieds et des mains pour clore la consultation avant qu'un juge ait pu se prononcer ?
- 3) Plusieurs actions managériales tendent à « policer » la parole des salariés vis-à-vis du projet en général, de DACP et ses dirigeants en particulier, allant jusqu'à une menace de licenciement.
- 4) La frénésie semble s'être emparée de la Direction. Les réunions marathon sont passées du galop à l'emballement. Les documents s'amoncellent, multipliant les informations de détail sans pour autant répondre aux points clés qui permettraient peut être de rassurer. Enfin, il semble que la direction commence à se rendre compte de l'incurie de ses prédécesseurs quant à la gestion du personnel (métiers, compétences...), et le paye aujourd'hui.
- 5) Cette succession de réunions permet quand-même de faire émerger des bribes de vérité. Ainsi, au détour d'une question à la base anodine, le CE a récemment été surpris d'apprendre que 11 M€ de passif social n'étaient pas inclus dans les 24 M€ annoncés : T-Systems déboursa donc au moins 35 M€.

**A part ça, la direction travaille sereinement et en toute transparence ?**



## Vent de panique à la Direction Générale de TSF



Par son attitude, elle ne fait que confirmer ses motivations : ce n'est en aucun cas la sauvegarde des emplois, mais bien une application délibérée de la stratégie du groupe, chose dont la direction est pleinement responsable.

La direction générale voit que les salariés ne sont pas convaincus par ce projet impactant toute l'entreprise, certes différemment selon les services, mais n'épargnant personne. D'autant plus que notre direction a laissé entendre qu'elle remettrait le couvert en 2014.

Elle craint une mobilisation qui l'obligerait à modifier ses plans en profondeur. Nous ne devons pas nous laisser intimider.

Rappelons-le :

- le « projet » DACP n'est pas crédible économiquement et est dangereux socialement ;
- la réorganisation de TSF ne répond à aucune logique organisationnelle – les collègues qui vont rester n'ont aucune vision positive sur leur avenir et vont souffrir encore davantage ;
- les moyens mis en œuvre pour le PSE sont très insuffisants compte tenu des moyens du groupe et de sa lourde responsabilité dans la dégradation de l'employabilité d'un nombre important d'entre nous.

Le CHSCT entend assumer son rôle en assignant une direction qui n'a comme objectif que de respecter un budget et un calendrier, mettant en péril les salariés.

**Nous apportons donc notre entier soutien au CHSCT.**

**Nous exigeons que la direction cesse ses pressions sur les salariés visant à leur faire respecter le « politiquement correct ».**

**Nous exigeons que la direction prenne des engagements forts vis-à-vis de l'ensemble des salariés et étudie d'autres solutions.**

**Nous appelons tous les salariés de l'entreprise à signer la pétition de soutien au CHSCT et à répondre présent si un appel à la mobilisation est lancé dans les prochains jours.**